

Recherches sociographiques



Catherine POMEYROLS, *Les intellectuels québécois : formation et engagements, 1919-1939*

Nicole Gagnon

Volume 38, Number 2, 1997

L'école

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057138ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057138ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Gagnon, N. (1997). Review of [Catherine POMEYROLS, *Les intellectuels québécois : formation et engagements, 1919-1939*]. *Recherches sociographiques*, 38(2), 377–382. <https://doi.org/10.7202/057138ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1997

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

la question des temps sociaux des étudiants posée par Lemelin. La fameuse étude de Bourdieu et Passeron, qui d'ailleurs mixe données qualitatives et quantitatives, se démarque des études traditionnelles sur le décompte des entrées et sorties selon l'origine sociale, en montrant que l'université porte une culture en continuité avec celle des classes supérieures, mais aussi comment les étudiants perçoivent leur condition, perception elle-même en relation avec des caractéristiques structurelles liées au milieu d'origine qui donnent une coloration particulière aux études. En même temps, il se produit pour les étudiants d'origine modeste, une rupture et un changement de trajectoire qui introduit à de nouveaux milieux sociaux. Finalement, l'observation et l'analyse qualitative permettent probablement de mieux comprendre l'effet des nombreuses transformations qui affectent aujourd'hui les études, la vie professionnelle et plus généralement encore les modes de vie.

En conclusion, cet ouvrage qui arrive à point nommé dans une période où les interrogations en matière d'emploi sont nombreuses, ne prétend pas à l'exhaustivité dans le traitement du thème de l'insertion professionnelle, mais avec ses textes de qualité, il contribue à étayer la construction comme objet d'étude du passage et de l'articulation de la phase de formation aux premiers moments de la vie professionnelle. Pour aller plus loin, il aurait été bon de pouvoir disposer d'une quatrième partie permettant sur une base empirique de lier théorie et analyse, car c'est le moyen de mettre les pendules à l'heure, compte tenu de la diversité des perspectives. Il semble, par ailleurs, que tout le courant centré sur des trajectoires d'emploi ait été oublié malgré son importance pour l'étude des phénomènes d'insertion et plus généralement de carrière. Mais les textes et les bibliographies qui suivent chacun d'eux donnent au lecteur la possibilité d'entrer dans le domaine tout en suscitant le désir de continuer à l'explorer ; cela prouve l'utilité à la fois de l'atelier qui a permis de réunir ces contributions, et du travail soigné d'édition et de présentation qui ont réalisé Claude Trottier, Madeleine Perron et Miala Diambomba.

Arnaud SALES

*Département de sociologie,
Université de Montréal.*

Catherine POMEYROLS, *Les intellectuels québécois : formation et engagements, 1919-1939*, Paris et Montréal, L'Harmattan, 1996, 537 p.

L'ouvrage est publié dans une collection destinée à mettre en évidence « la spécificité de l'aire nord-américaine » en matière d'histoire, de culture et de société. En l'occurrence, c'est quelque peu raté. Se légitimant d'une perspective comparatiste,

Pomeyrols retient plutôt le postulat que le Québec de l'entre-deux-guerres doit être abordé comme une « province intellectuelle » de la France ; au lieu de comparer deux entités distinctes, elle s'attarde donc sur les avatars du soi-disant « maurrasso-groulxisme ». Que GROULX ait pu inventer une identité aux Canadiens-français en retournant l'ombre de la Conquête en mythe du peuple conquérant n'entre pas dans ses vues. Et qu'en 1936, André Laurendeau ait tenu à faire la distinction entre « des valeurs qui nous sont chères » et les « péchés d'ordre social » auxquels la droite européenne a lié ces mêmes valeurs (cité p. 411) ne la gêne guère. Tout l'effort des intellectuels québécois pour penser par eux-mêmes et « à partir d'ici » est ignoré : ils n'ont fait que filtrer et adapter les idéologies européennes au contexte local. Tel Groulx réfutant la thèse du métissage canadien-français par la contre-thèse de la race pure, voilà qui s'appelle tomber de Charybde en Scylla. L'avantage, par contre, du filtre chauvinoïde et bien-pensant qui fournit un schéma d'interprétation tout cuit, c'est que l'auteur peut se permettre de contourner l'œuvre de Groulx et faire l'économie de la compréhension de la société québécoise, pour consacrer tous ses efforts à retracer les documents et débusquer les faits. Reconnaissons d'emblée que la manne est « d'une extrême richesse ».

Selon la thèse générale qui traverse l'ouvrage, « la modernité peut être éminemment réactionnaire » (*passim*) et elle l'était forcément dans le Québec de l'entre-deux-guerres, puisque issue d'une « mythologie nationaliste », donc maurrassienne. Signalons à ce propos, qu'allergique au mot « révolution », Groulx revendiquait fièrement l'étiquette « réactionnaire ». Il ne se doutait pas, le pauvre, que le mot servirait plus tard à « coller le sceau d'infamie » au front de sa momie ! On peut tout de même comprendre qu'il n'y mettait pas le sens de passéiste, rétrograde, anti-progressiste, mais plutôt d'opposition, résistance, contre-attaque. C'est un sens en tout cas qui a filtré jusqu'à nos jours, tel que nous le révélait Gabriel Gagnon, tombé sur un informateur qui lui citait en exemple de personnage « réactionnaire » nul autre que... Michel Chartrand.

À la thèse générale s'ajoute celle-ci, qui est encore plus ethnocentrique : si l'histoire des intellectuels n'existe pas au Québec — au sens où la pratique l'équipe de SIRINELLI, dois-je préciser —, c'est à cause de la dominance du modèle français. Privés d'intellectuels de gauche à la Zola, Sartre et cie, le Québec attendait qu'on lui révèle ceux de droite pour savoir que « les intellectuels québécois existent, l'auteur les a rencontrés » (texte de couverture arrière). Le tout se complète d'une thèse explicative à coloration bourdivine : les intellectuels sont conditionnés par leur formation et ne peuvent qu'exceptionnellement s'en sortir. Fort de ses *Apostasies* et de son orthodoxie libérale, Jean-Louis Gagnon, dont on connaissait l'épisode fasciste à *Vivre* et aux *Cahiers noirs*, tient dans l'ouvrage le rôle de l'exception.

Pomeyrols a bâti sa recherche autour de vingt-trois intellectuels nés entre 1895 (Gustave Lamarche, Albert Tessier) et 1916 (Roger Duhamel), qu'elles a retenus au titre des plus « célèbres ». L'ombre de Groulx trône au centre et le personnage de

sens mal placée pour critiquer la liste, dont on ne nous dit pas exactement comment elle a été dressée. Je renote tout de même que Jean-Charles Falardeau, nommément écarté, était de deux ans l'aîné de Duhamel, qui fut son camarade de classe. N'importe, l'échantillon reste sûrement typique. Le chercheur a en outre pris la peine d'interroger directement les survivants, à savoir : François-Albert Angers, Victor Barbeau, Gérard Filion, Jean-Louis Gagnon, Maurice Lebel, Georges-Henri Lévesque. Quant à la méthode, elle est solide, même si les intellectuels ont été considérés, non comme des personnages singuliers, mais comme des porteurs de discours.

Pour mettre en contexte ses intellectuels, Pomeyrols puise allègrement aux études disponibles, qu'elle résume au passage quasi textuellement, sans guillemets et sans toujours indiquer clairement sa source. Comparons, par exemple :

Au début du siècle, les Dominicains, en raison de leur réputation libérale, ont dû fonder leur couvent d'étude à Ottawa. (P. 139.)

À l'orée du siècle, les Dominicains, que leur réputation de libéraux rendait suspects, avaient dû se résigner à fonder leur couvent d'études à Ottawa, M^{gr} Bruchési et M^{gr} Bégin tardant à leur ouvrir les portes de leur diocèse. (HAMELIN et GAGNON, 1984, p. 414.)

Ou encore :

Dans les années trente, tandis que les Jésuites menaient le combat contre les ennemis de l'Église, les Dominicains entreprenaient de s'implanter dans différents domaines du savoir. (P. 139.)

Au cours des années 1930, tandis que les Jésuites mènent le combat contre les ennemis de l'Église, que le « emparons-nous du sol » reprend de l'avance sur le « emparons-nous de l'industrie », les Dominicains entreprennent discrètement de s'emparer du savoir. (HAMELIN et GAGNON, 1984, p. 416.)

La référence à HAMELIN et GAGNON est bel et bien donnée, mais deux pages plus loin, pour les seules pages 418-419, à propos de la fondation de l'École du père Lévesque. Mettons qu'il doit s'agir d'une erreur d'enfichage. N'était que Pomeyrols recourt aussi à des références de mauvais goût, je serais de toute façon plutôt honorée que ma lecture de la filière dominicaine soit avalée tout cru ; j'y détecte néanmoins l'impuissance de l'auteur à repenser par elle-même la situation historique.

Pomeyrols utilise également le chapitre où TROFIMENKOFF a débrouillé plus qu'honorablement le « casse-tête » de la « French connection » à *L'Action française*. Cette fois, elle tire le propos dans le sens voulu. Là où l'une écrivait que Groulx cherchait dans *L'Action Française* (de France) « une justification et un support moral, non un " leadership " [...] une confirmation, non une inspiration » (*Action française...*, University of Toronto Press, 1975, p. 24-25), l'autre ne retient que le second énoncé, pour poser que « *L'Action française* est une adaptation québécoise de *L'Action Française* » (p. 29). Et d'une lettre de Groulx que cite Trofimenkoff, Pomeyrols ne retient que la partie pertinente à ses vues : « Si Maurras n'est pas son maître à penser, il en a retenu le " dégoût de la démocratie ". » (P. 292 ; attention à la place du guillemet

ouvrant.) En passant, le maître à penser de Groulx, il l'a dit, répété et monté en épingle, ce fut Montalembert, le chef de file de ce qu'on appelait au XIX^e siècle le « catholicisme libéral ». Voici maintenant un large extrait du paragraphe original de Trofimenkoff (je traduis) :

À une occasion seulement, Groulx a-t-il admis la possibilité d'une influence directe de L'Action Française. En 1927, répondant tardivement et timidement à une lettre de Jean Bruchési à propos de l'ampleur des idées maurrassiennes au Canada, Groulx suggérait que l'Action française de Montréal, le clergé et les classes professionnelles étaient des groupes sensibles à l'influence de Maurras. [...] Groulx admettait que Maurras l'avait touché un peu mais pas beaucoup : « Je vous avoue que, pour ma part, Maurras a contribué à me dégoûter de la démocratie. Mais je n'ai jamais gobé le cher maître. Ce grand esprit avec un grand trou par en haut, n'a jamais représenté pour moi la magnifique clarté de la pensée française. Daudet m'a toujours plus amusé qu'intéressé... je ne crois pas qu'il y eût rien de bien profond dans l'action maurrassienne chez nous. » (P. 25.)

Maintenant qu'on a le texte, dont la date importe hautement, on peut toujours tenter de lire entre les lignes. Trofimenkoff en tout cas tient à sa « French connection ». Ce qui lui paraît le plus évident, c'est l'appellation : « En fait, les Canadiens français ont choisi le nom même d'Action française pour se recouvrir du renom et du prestige dont jouissait l'organisation française, au moins jusqu'à 1926. » (P. 20.) Cette assertion lui paraît sans doute si évidente qu'elle n'indique aucun document ou témoignage à l'appui. À défaut de quoi, j'en reste pour ma part à la contre-hypothèse, que je juge plus plausible *a priori* : l'origine romaine de l'appellation. Au début du siècle, en effet, Pie X en appelle à l'action sociale catholique. En réponse à quoi, Groulx met sur pied dans son collège un petit groupe d'« actionnaires ». Et Mgr P.-E. Roy, à Québec, lance le mouvement qui patronne le quotidien *L'Action sociale*, devenu en 1915 *L'Action catholique*. Lorsque le groupe d'intellectuels montréalais de la Ligue des droits du français veut élargir son champ d'action et lancer une revue (1917), il n'a pas gros besoin de « French connection » pour que le nom s'impose de lui-même. *L'Action* est de toute façon dans l'air du temps : même Jules Fournier a retenu ce titre pour son journal, sans oublier *L'Action universitaire*, que cite Pomeyrols. Quant à *française*, il ne s'agit à l'évidence pas d'une référence à la France éternelle, mais à la langue et la culture québécoise.

Pomeyrols précise qu'elle s'intéresse spécifiquement à « l'influence française » (p. 13-14). Bien. Ça ne l'autorise pas pour autant à ignorer que le Québec de l'époque est d'abord une province culturelle de l'empire romain. Faut de prendre en compte cette réalité, elle croit pouvoir « constater que le mot d'ordre au bas du " Manifeste de la jeune génération " de Groulx / Laurendeau provient tout droit du journal de Charles Maurras » (p. 306). J'ai peur que non. Le mot d'ordre en question se lit comme suit : « Souvenons-nous que nous ne serons maîtres chez nous que si nous devenons dignes de l'être. » (Cité p. 519.) Or la formule « maîtres chez nous » a été mise en marché aux Semaines sociales de 1922, par Mgr Eugène Lapointe, à propos des capitalistes étrangers qui imposent aux ouvriers de travailler le dimanche. Maurrassien lui

aussi, M^{re} Lapointe ? Il sort tout droit de *Rerum Novarum* et du catholicisme social. Cela dit, il est bien possible que la formule ait été piquée à Maurras, de même que cette autre, chère à Groulx : « que l'esprit de race finisse par l'emporter sur l'esprit de parti ». Mais l'idée elle-même, encore ici, a une tout autre racine : c'est le simple contre-pied de la définition de situation post-1838, *i.e.* durhamienne, telle que formulée en 1847 par Lord Elgin, gouverneur général du Canada : « Je pense pour ma part que les difficultés que pose le gouvernement du Canada uni se dissiperaient si les Français étaient divisés entre un parti libéral et un parti conservateur et s'ils se ralliaient aux partis qui portent ces noms au Canada. » (Cité par Fernand DUMONT, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1993, p. 205.)

Tout en régressant sur Trofimenkoff dans la compréhension de la « French connection », Pomeyrols y apporte une mine d'informations neuves, ou à tout le moins méconnues, qu'elles a puisées en bonne part dans les correspondances personnelles ou dans ses entrevues. Bruchési, par exemple, qui était disciple de Groulx, ainsi que Jean-Louis Gagnon et Maurice Lebel, qui ne l'étaient pas, s'y révèlent avoir été maurrassiens déclarés; quoique le témoignage du dernier soit plus douteux : le respectable vieillard veut peut-être dire tout simplement « groulxiste », vu qu'il n'y voit plus guère de différence. Son propos est en tout cas révélateur de l'actuelle fantasmagorie anti-groulxiste : « Il avait réussi, cet historien nationaliste, anglophobe et antisémite, barrésien et maurrassien, raciste, puissant orateur, à galvaniser les jeunes sauf moi, et à faire adopter partout Dollard des Ormeaux comme modèle à proposer aux jeunes. » (Cité p. 196-197.)

Je ne reviendrai pas sur la question de l'antisémitisme, dont j'ai rapidement traité ailleurs (*Le Devoir*, 22 / 11 / 96), car Pomeyrols (à moins que ce ne soit Trofimenkoff) reconnaît que *L'Action française* a préféré combattre l'ennemi intérieur plutôt qu'un bouc émissaire du dehors — à savoir, le Juif. Quant aux Jeune-Canada, ils ont fait de la question juive le thème ponctuel d'un de leurs débats — assez grossier, en l'occurrence ; l'antisémitisme n'apparaît pas pour autant comme une ligne de force de leur position idéologique.

Comme Pomeyrols elle-même attribue à Groulx un nationalisme raciste, qu'elle appelle aussi « racaliste », il faut en dire un mot. Rappelons d'abord que le mot « race » est à l'époque banal et d'usage courant : dans ce contexte, *L'appel de la race* (1922) est tout simplement un titre de roman plus élégant que « l'appel du groupe ethnique ». *La Naissance d'une race* (1919), par contre, est une œuvre historique à problématique racaliste. Avant de rapporter le fait aux « poncifs de la psychologie des peuples » et à l'influence de Gobineau, il faut prendre la peine de regarder le contexte de production. Dans les débuts de l'ouvrage, Groulx nous donne à comprendre que son entreprise est une réplique à une thèse erronée, colportée tout récemment par Maurice Barrès en personne :

Depuis qu'un savant de la réputation de M. de Quatrefages [...] a osé écrire [...] « (Tous) savent que dans l'Amérique septentrionale les métis de Français et de Peaux-

Rouges forment la très grande majorité des habitants de la province de Québec au Canada », le sceau d'infamie nous a collé au front et le mensonge a fait son chemin. (P. 23.)

Or Groulx sait pertinemment qu'en bonne théorie, métissage signifie infériorité raciale ; il choisit alors de se placer sur le terrain de ses adversaires, qui apparaît comme celui de la science, pour réfuter le « mensonge ». Mais la race, il n'y tient pas plus que ça, comme il le signale en avant-propos :

Le mot « race » ne prétend point ici à son sens rigoureux. Il n'en veut pas moins exprimer la personnalité bien nette, bien caractérisée, d'un groupe ethnique qui est le nôtre...

Il y reviendra à l'occasion, par exemple en 1935 :

La nationalité n'est pas la race, simple résultat physiologique fondé sur le mythe du sang. Entité plutôt psychologique ou spirituelle, deux éléments la constituent : [...] un patrimoine commun d'histoire [...] un vouloir-vivre collectif. (Orientations, p. 277.)

Pomeyrols reproche aux collègues classiques d'avoir enseigné à la jeunesse québécoise une culture française filtrée, tronquée, dont les intellectuels furent incapables de se libérer. Je m'en voudrais de tomber dans le même travers en lui reprochant à mon tour de s'être fabriqué un Québec à l'usage des Français. Il me semble pourtant qu'il y a une différence entre sélectionner dans la culture française ce qu'on juge convenir à l'éducation de la jeunesse, enseigner une France-pour-le-Canada-français, qui est en fait un morceau de culture canadienne-française, et rédiger un ouvrage à prétention savante sur l'objet Québec. Je me demande par ailleurs comment les Français pourront s'y retrouver, avec tous les personnages secondaires qui défilent dans le décor et qui n'auront pour eux aucune résonance concrète. L'auteure elle-même s'étonne au passage d'une volte-face d'Athanase, qu'elle vient de confondre avec L.-O. David (p. 187-188).

L'avantage avec les historiens, et je me répète, c'est qu'ils savent ramener de leurs grandes fouilles en archives autre chose qu'une insipide glose de leur « problématique » ou de leurs préjugés. On n'a alors qu'à tasser ces vues de l'esprit, sans lesquelles ils n'auraient sans doute pas le cœur de se mettre au travail, pour profiter de leur récolte. Et Pomeyrols ne lésine pas : citations, témoignages, documents abondent dans son gros livre, d'un plan de cours de François Hertel au « Manifeste de la jeune génération », en passant par les lettres parisiennes de Laurendeau et des tas d'autres choses. Au Québec, l'ouvrage reste à lire pour cette belle documentation.

Nicole GAGNON

*Département de sociologie,
Université Laval.*

BIBLIOGRAPHIE

HAMELIN, Jean et Nicole GAGNON

1984 *Histoire du catholicisme québécois*, Montréal, Boréal.